

Direction régionale et interdépartementale Environnement Energie - UD78

78-2020-01-03-004

**arrêté préfectoral de mise en demeure - installations classées pour la protection
de l'environnement - société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE à Limay
(78520), 3 rue Charles Tellier**

**Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France**
Unité départementale des Yvelines

**Arrêté portant mise en demeure
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE à Limay (78520), 3 rue Charles Tellier**

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'honneur**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 93-0101 du 14 septembre 1993 autorisant la société AIR LIQUIDE à poursuivre l'exploitation à Limay (78520), 3 rue Charles Tellier, ZI de Limay Porcheville, d'une usine de production d'acétylène et actualisant les prescriptions réglementant les installations ;

Vu l'arrêté préfectoral n°09-140/DDD du 26 octobre 2009 imposant à la société AIR LIQUIDE des prescriptions complémentaires suite à l'instruction de l'étude de dangers et du bilan de fonctionnement portant sur les installations situées à Limay, 3 rue Charles Tellier ;

Vu le récépissé en date du 24 août 2011 donnant acte à la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE de sa déclaration de succession à la société AIR LIQUIDE dans la gestion et l'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement situées à Limay, 3 rue Charles Tellier ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013329-005 du 25 novembre 2013, modifiant l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 susvisé, actant la révision de l'étude de dangers de la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE pour le site exploité à Limay (78520), 3 avenue Charles Tellier, et mettant à jour le classement du site ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014107-0007 du 17 avril 2014 imposant à la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE des quantités maximales de déchets entreposés sur le site exploité à Limay (3 rue Charles Tellier) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite de contrôle du 5 novembre 2019, transmis à l'exploitant par courrier du 5 décembre 2019, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 10 décembre 2019 ;

Considérant que l'inspection du 5 novembre 2019 a porté sur la réalisation inopinée d'un exercice du plan d'opération d'interne (POI) ;

Considérant que le directeur des opérations internes de l'établissement et son délégataire étaient absents ;

Considérant que les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées, ont notamment constaté un dysfonctionnement important dans la prise en charge des rôles et actions prévus dans le POI : pas de directeur des opérations internes, pas de grément de la salle de direction des opérations internes, retard pour l'appel des secours, pas de communication mise en place avec l'extérieur du site ou le personnel administratif ;

Considérant que la non-conformité constatée constitue un manquement aux prescriptions de l'article 4.6.5 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 09-140/DDD du 26 octobre 2009 modifié susvisé ;

Considérant que, face au manquement constaté, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE de respecter les prescriptions de l'article 4.6.5 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 09-140/DDD du 26 octobre 2009 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant ne remet pas en cause les constats de l'inspection dans son courrier du 10 décembre 2019 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : La société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE dont le siège social est situé 6 rue Cognacq-Jay – 75007 Paris, exploitant des installations de production et stockage d'acétylène sur la commune de Limay (78520) - 3, rue Charles Tellier - ZI de Limay Porcheville, est mise en demeure de respecter, dans le délai d'un mois à compter de la réception du présent arrêté, les dispositions de l'article 4.6.5 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 09-140/DDD du 26 octobre 2009 modifié susvisé, en indiquant aux services préfectoraux les dispositions prises pour que l'ensemble des actions prévues par le plan d'opérations internes (POI) soient réalisées, y compris en l'absence du responsable d'exploitation et de son délégataire. Une mise à jour du POI sera réalisée le cas échéant pour intégrer les modifications nécessaires.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par l'exploitant, dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr/>

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la Préfecture,
 - au sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
 - maire de la commune de Limay,
 - directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 3 JAN. 2020

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,

Pour le Directeur et par subdélégation,
Le chef de l'unité départementale,


Henri KALTEMBACHER

